



Tous sous

un même toit

Contenu

p. 3
Éditorial

p. 4
Revue de l'année

p. 6
Organisation

p. 8
**Thème principal : Les organisations
membres en focus**

p. 16
Statistiques formation professionnelle initiale

p. 17
Statistiques formation professionnelle supérieure

p. 18
Comptes annuels

p. 20
Annexe sur les comptes annuels

Nous sommes uniques !

SAVOIRSOCIAL est une association pas comme les autres, qui réunit sous un même toit les employeurs/-euses et les employé-e-s du domaine social ainsi que les acteurs/-trices cantonaux/-ales et la CDAS.

Quelle a été la genèse de cette structure hors du commun au nom un peu bancal d'« organisation du monde du travail » ? Remontons deux décennies en arrière : à l'époque, les associations professionnelles et les prestataires de formation étaient responsables des formations dans le domaine social. En 2002, la loi nationale sur la formation professionnelle, toujours en place aujourd'hui, est entrée en vigueur, obligeant les professions du secteur social, de l'agriculture, de la sylviculture, de la santé et artistique à se réorganiser. C'est à ce moment-là que l'« organisation du monde du travail (OrTra) » est née. La Confédération a volontairement opté pour une définition très large pour que chaque branche puisse établir une structure des membres qui lui convient. C'est pourquoi les OrTra peuvent aujourd'hui être très différentes en fonction des métiers et des secteurs.

Elles ont néanmoins toutes un point commun : elles peuvent endosser trois rôles (au niveau national). Il y a quelques années, le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) les a définies comme suit aux fins de clarification :

1. Association faitière : L'accent porte sur la représentation du plus grand nombre possible d'intérêts et sur la participation du maximum d'acteurs/-trices concerné-e-s.
2. Organe responsable : Les OrTras assument, en matière de développement des professions, la responsabilité pour les bases de formation de certaines professions.

SAVOIRSOCIAL assume les deux rôles.

La Confédération, les cantons et les OrTra sont les trois partenaires de la formation professionnelle.

Notre structure des membres nous rend uniques dans le paysage des OrTra : aucune autre (explicitement créée en tant que telle dans le cadre

de la loi nationale sur la formation professionnelle) ne compte autant de membres d'après mes recherches. Nous représentons tout un éventail de champs professionnels et disposons d'un fonds en faveur de la formation professionnelle déclaré obligatoire par le Conseil fédéral. C'est une bonne raison, chères et chers membres, de vous mettre en vedette dans ce rapport annuel !

J'ai le privilège de présider cette organisation depuis la mi-2021. Je me réjouis de poursuivre notre collaboration et vous remercie de faire partie de cette association unique et de vous engager avec nous pour une formation professionnelle forte dans le domaine social.



Mariette Zurbriggen
Présidente SAVOIRSOCIAL

En vedette

L'entrée en vigueur de la formation ASE révisée a sans conteste été l'un des temps forts de l'année 2021. Les choses ont également bougé du côté de la formation professionnelle supérieure.

Nouveaux diplômés entrés en vigueur

- Le 16 août, les **quatre plans d'études cadres ES révisés dans le domaine social** sont entrés en vigueur. Les titres de deux filières de formation ont été modifiés en allemand : « Kindererziehung HF » (**éducation de l'enfance ES**) s'intitule désormais « Kindheitspädagogik HF » et la dénomination « sozialpädagogische Werkstattleitung » (**maîtrise socioprofessionnelle ES**) a été remplacée par « Leitung Arbeitsagogik HF ». Les titres des deux autres filières **éducation sociale ES** et **animation communautaire ES** restent inchangés. La révision a permis de structurer les quatre plans d'études cadres de manière homogène, notamment en termes de dispositions relatives à la procédure de qualification. SAVOIRSOCIAL estime que le résultat est un bon exemple de collaboration fructueuse entre des groupes de travail engagés issus de deux régions linguistiques et de quatre champs professionnels différents.
- Le 11 janvier, le **règlement d'examen d'accompagnant-e socioprofessionnel-le avec brevet fédéral** est entré en vigueur. La première fournée de diplômé-e-s a reçu son brevet fédéral début novembre.
- Le 9 août, le **règlement d'examen de spécialiste en insertion professionnelle avec brevet fédéral** est entré en vigueur, avec du retard suite à un recours. Les premiers examens devraient avoir lieu en 2022.
- Le 11 novembre, le **règlement d'examen de consultant-e petite enfance avec diplôme fédéral** est entré en vigueur. SAVOIRSOCIAL en est l'organe responsable, conjointement avec l'OdASanté et l'Association suisse des consultations parents-enfants.

Nouvelle formation ASE lancée

En août, les personnes en formation ont enfin, pour la première fois, pu commencer leur formation d'assistant-e socio-éducatif/-ve selon les bases révisées. Concrètement, cela signifie une nouvelle ordonnance sur la formation professionnelle initiale, un nouveau plan de formation et de nouveaux instruments de formation. La plateforme de formation numérique time2learn est entrée en service à temps pour le début de l'apprentissage. Elle constitue un soutien pour les formateurs/-trices et les personnes en formation pendant tout le processus de formation. Elle intègre tous les instruments de formation et automatise de nombreuses tâches. Le lancement de la plateforme a connu un grand succès : plus de 850 entreprises et 1200 apprenti-e-s l'utilisaient déjà en 2021.

Dans le cadre de la révision, SAVOIRSOCIAL a également revu les recommandations concernant les exigences posées aux formateurs/-trices et le nombre maximal de personnes en formation. Celles-ci précisent les art. 10 et 11 de l'ordonnance sur la formation professionnelle initiale d'ASE (orfo). Saviez-vous que les entreprises peuvent former plus d'apprenti-e-s suite à la révision de l'orfo ?

Plusieurs étapes d'élaboration impliquant diverses parties prenantes sont nécessaires avant que la première procédure de qualification selon les bases de formation révisées puisse avoir lieu en 2024. En novembre, la Commission suisse pour le développement professionnel et la qualité (CSDQ) ASE a adopté les dispositions d'exécution relatives à la procédure de qualification. Parallèlement, SAVOIRSOCIAL a mis au point des documents-cadres pour la procédure de validation des acquis selon les bases révisées.

Échange national sur les stages avant le début de l'apprentissage

Le 12 novembre, SAVOIRSOCIAL organisait la troisième table ronde nationale sur les stages indépendants de la formation avant le début de l'apprentissage d'ASE. Outre les membres du Comité de SAVOIRSOCIAL, elle a accueilli des délégations du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI), de la Commission fédérale pour les questions familiales (COFF) et de la Conférence suisse des offices de la formation professionnelle (CSFP). Les discussions ont clairement montré que l'obstacle du stage à l'entrée dans la formation professionnelle initiale d'ASE subsiste. L'objectif est pourtant clair : les stages indépendants de la formation avant le début de l'apprentissage d'ASE doivent être totalement supprimés pour les moins de 18 ans et « nettement » réduits pour les autres. Ainsi en avait-il été décidé lors de la première table ronde en 2016, cf. déclaration conjointe. Le consensus a néanmoins été unanime : davantage d'efforts sont nécessaires pour limiter les stages indésirables avant le début de l'apprentissage d'ASE. SAVOIRSOCIAL va à présent revoir la déclaration conjointe et vérifier ses objectifs. Elle en a d'ailleurs avisé la presse spécialisée dans un communiqué.

Dans l'intervalle, SAVOIRSOCIAL a poursuivi le **monitoring annuel des stages** et interrogé les apprenti-e-s ASE de première année sur leur parcours avant l'entrée en apprentissage. En 2020, le taux d'anciens stagiaires était de 46 %. Pour la majorité, la période de stage avait duré une année. Seuls 22 % étaient entrés en apprentissage directement à la fin de la scolarité obligatoire. Près de la moitié des femmes et 41 % des hommes avaient effectué un stage. La situation est variable selon l'orientation et la région linguistique. De plus amples informations sont disponibles dans le rapport de synthèse qui a été approuvé par le Comité de SAVOIRSOCIAL au printemps 2021.

Projet de développement professionnel dans la petite enfance

Le Comité de SAVOIRSOCIAL a décidé d'examiner l'introduction d'une offre de formation dans les domaines de l'encouragement précoce et de l'encouragement de la langue. Il a pour cela lancé un projet dont la première étape est de constituer un réseau avec des organisations partenaires et de clarifier le financement. L'accent est mis sur la création d'un brevet fédéral.

Départs et nouvelles têtes

L'année a été marquée par des changements au Comité et au Secrétariat. Le travail intensif sur le processus stratégique s'est par ailleurs poursuivi.

Nouveau membre

Pro enfance est membre de SAVOIRSOCIAL depuis février. L'organisation réunit les parties prenantes de l'accompagnement professionnel des enfants en Suisse romande (Plateforme romande pour l'accueil de l'enfance) et reprend le siège de l'ar-dipe au Comité.

Remplacements au Comité

Cinq personnes se sont retirées du Comité à l'assemblée générale, trois sièges ont pu être immédiatement repourvus :

Mariette Zurbriggen (CURAVIVA Suisse) succède à Monika Weder, qui s'est retirée après 11 ans de présidence de SAVOIRSOCIAL. Nous la remercions vivement de son formidable engagement en faveur de SAVOIRSOCIAL. Katja Dannecker (kibesuisse) et Claudia Mühlebach (pro enfance) ont respectivement repris les sièges de Manuela Siegenthaler et d'Agnès Monnet.

À l'issue de l'assemblée générale, le Comité a élu Mariette Zurbriggen à la présidence de SAVOIRSOCIAL. La présidence est donc toujours détenue par les organisations patronales. Depuis septembre, Martin Allemann représente la CDAS au Comité en tant que suppléant (retrait de Veronika Neruda). Il se présentera aux élections lors de l'assemblée générale 2022. Après le départ de Katja Dannecker de kibesuisse, Jeannette Good a rejoint le Comité à l'automne en tant que suppléante. Son élection figure également à l'ordre du jour de l'assemblée générale 2022. Le second siège de la CDAS (retrait de Markus Schär) reste vacant.

Nouvelle orientation stratégique

Le processus stratégique est en cours depuis 2019. Il a commencé par une analyse organisationnelle et se concrétise peu à peu : en 2021, le Comité a examiné les principes directeurs stratégiques et les champs d'action ainsi que les évolutions environnementales pertinentes lors de plusieurs ateliers. Les nouvelles bases stratégiques sont prévues pour l'été 2022.

Changements au Secrétariat

Il y a également eu des changements au Secrétariat :

- Katrin Fuhrer-Rosatti, qui a été directrice adjointe et responsable de projet pendant huit ans environ, a quitté SAVOIRSOCIAL. Elle a dirigé avec beaucoup d'énergie et de persévérance la révision de la formation professionnelle initiale d'assistant-e socio-éducatif/-ve, du concept de la réforme en 2014 jusqu'à l'élaboration des instruments de mise en œuvre en 2021. Cécile Annen lui a succédé au 1^{er} juin.
- Bettina Widmer, responsable de projet, a également quitté le Secrétariat de SAVOIRSOCIAL dans le courant de l'été. Son poste a été repris par Charlotte Reinhard début mai.
- Fabienne Biedermann a dirigé la communication et le marketing des professions pendant le congé de maternité de Stephanie Zemp, de février à juillet.

SAVOIRSOCIAL remercie chaleureusement Katrin, Bettina et Fabienne pour leurs prestations !



SAVOIRSOCIAL et moi

Nous profitons des questions de la pause lors des ateliers stratégiques pour donner la parole aux collaboratrices du Secrétariat :

Pourquoi aimes-tu travailler chez SAVOIRSOCIAL ?

« À la fin des vacances, je me réjouis toujours de retourner travailler et de reprendre la collaboration avec l'équipe :

- des tâches passionnantes, stimulantes et variées
- une équipe vraiment formidable, chaleureuse, engagée, débordante d'idées et d'humour
- un Comité qui nous soutient
- des contacts au niveau national avec beaucoup de gens sur des questions très variées. »

Fränzi Zimmerli

« J'aime que ce soit une organisation nationale reliant tous les cantons et avec un impact pour toutes les régions linguistiques. Cela contribue à rendre le domaine du social plus fort et interconnecté. J'aime la diversité des acteurs/-trices avec qui on travaille ainsi que la diversité des langues. J'aime la flexibilité au quotidien dans le travail : comment je m'organise et me structure. J'aime la marge de manœuvre accordée dans les projets. J'aime que ce soit une petite équipe avec des contacts respectueux et chaleureux. J'aime tout. Autant les projets que les thèmes, autant l'organisation que le contexte dans lequel on travaille, autant le quotidien que les perspectives futures ! »

Charlotte Reinhard**De quoi es-tu fière quand tu penses à SAVOIRSOCIAL ?**

« D'une manière générale, de notre capacité à aborder avec engagement et enthousiasme les diverses préoccupations de nos membres, à les traiter sans hésitation et avec pragmatisme avec le Comité et à réaliser les mesures correspondantes de manière collégiale au sein du réseau. Sur le plan concret, je suis fière d'une étape majeure (même si je n'y ai pas participé activement, je sais quel travail elle a exigé de toutes les parties prenantes) : la révision de la formation professionnelle initiale d'ASE. »

Cécile Annen

« Du fait que notre travail vise en fin de compte à assurer un bon accompagnement aux personnes qui ont besoin de soutien. Cela fait de SAVOIRSOCIAL un acteur important pour une société solidaire et porteuse d'avenir. »

Stephanie Zemp**Selon toi, qu'est-ce que les autres apprécient dans notre organisation ?**

« Que nous accomplissions beaucoup avec peu de ressources et que la qualité soit au rendez-vous. »

Simona Territo

« SAVOIRSOCIAL se trouve aux interfaces entre le terrain et les politiques, entre le global et l'individuel, entre les connaissances pour l'avenir et les usages traditionnels. Nous répondons à un très large public mais nous sommes toujours ouvert-e-s à la discussion. Souvent les interlocuteurs/-trices appellent ou écrivent pour nous transmettre des revendications ou pour nous informer de ce qui ne va pas. Ils/elles sont très reconnaissant-e-s de l'accueil et de l'ouverture d'esprit. »

Ursula Zweifel

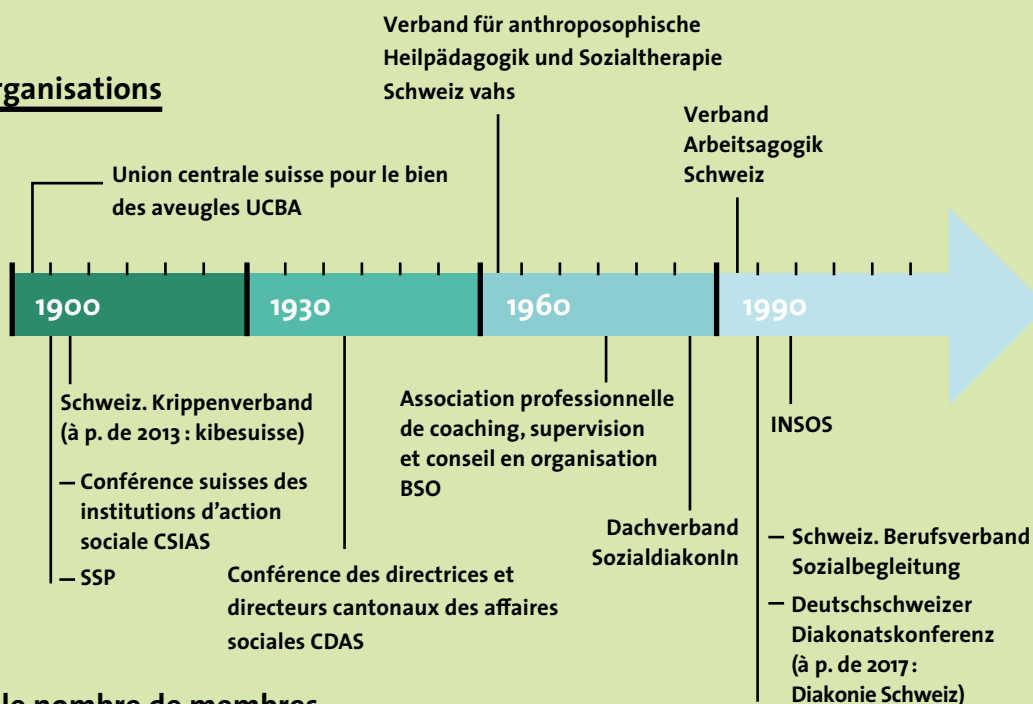
Les organisations membres en focus

Le rapport annuel de cette année met l'accent sur les membres de SAVOIRSOCIAL. Ils appartiennent à l'une des quatre entités suivantes : Communauté d'intérêts des employeurs dans le domaine social, associations professionnelles du domaine social, Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales ou organisations régionales/cantonales du monde du travail du domaine social. Il leur a été demandé par mail de fournir quelques chiffres clés. Le résultat est présenté sous forme de graphique dans le rapport.

En outre, un entretien a été mené avec un membre de chaque entité (à partir de la page 12). Lors de la sélection, on a veillé à donner une voix à des organisations plutôt inconnues et à montrer la diversité des organisations membres ou du domaine social.

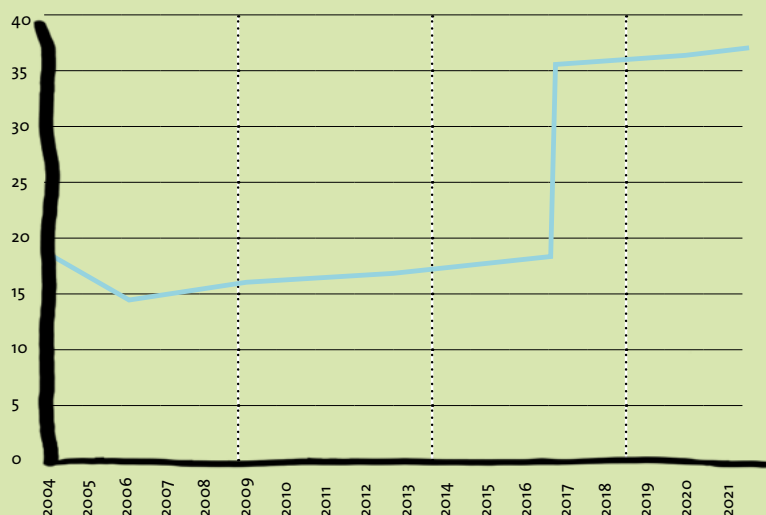
SAVOIRSOCIAL réunit des organisations établies et récentes

Année de création des organisations membres



La quatrième entité double le nombre de membres

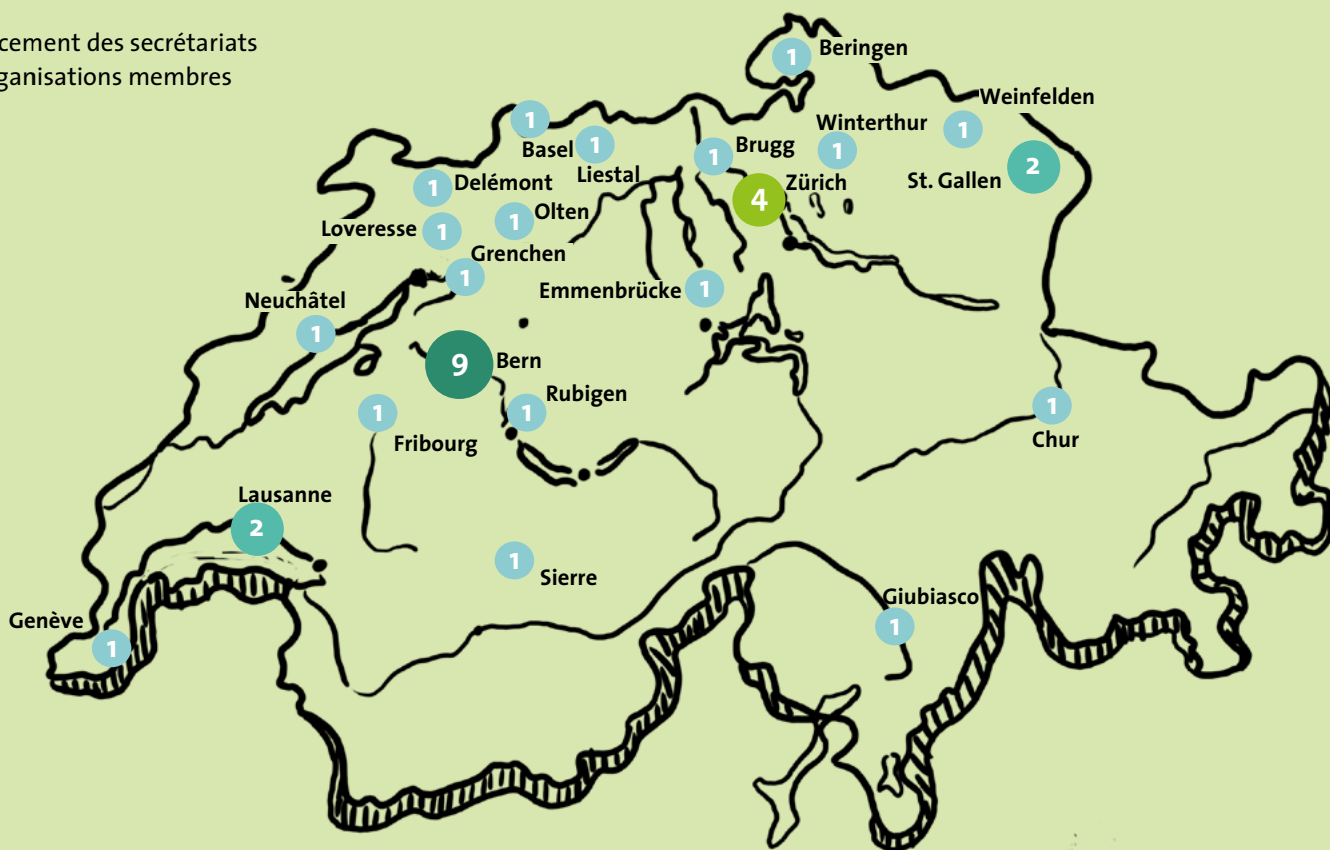
Évolution du nombre de membres de 2004 à 2021



L'Organisation faïtière suisse du monde du travail du domaine social a été créée le 7 décembre 2004. Elle comptait alors 18 membres. En 2008, l'OrTra faïtière est rebaptisée SAVOIRSOCIAL. En 2017, les OrTra cantonales/régionales sont admises en tant que membres. Elles constituent un groupe à part entière.

Répartition dans toute la Suisse

Emplacement des secrétariats des organisations membres



SAVOIRSOCIAL –
 Associazione per la formazione nelle
 strutture sanitarie e negli istituti
 sociali del Cantone Ticino FORMAS
 OdA Gesundheit und Soziales GR –
 Pro enfance –

Christliche Institutionen der Sozialen
 Arbeit CISA

- OdA Soziales SH
- OrTra santé-social FR
- OrTra santé-social GE



Dachverband Offene Kinder-
 und Jugendarbeit Schweiz DOJ

- OdA Gesundheit und Soziales SG/AI/AR/FL
- OdA Gesundheit und Soziales TG
- CURAVIVA –

OrTra santé-social NE

OdA Gesundheit und Soziales AG

- AvenirSocial
- OrTra santé-social VS
- OdA Soziales beider Basel
- OdA Soziales ZH
- OdA Soziales BE d

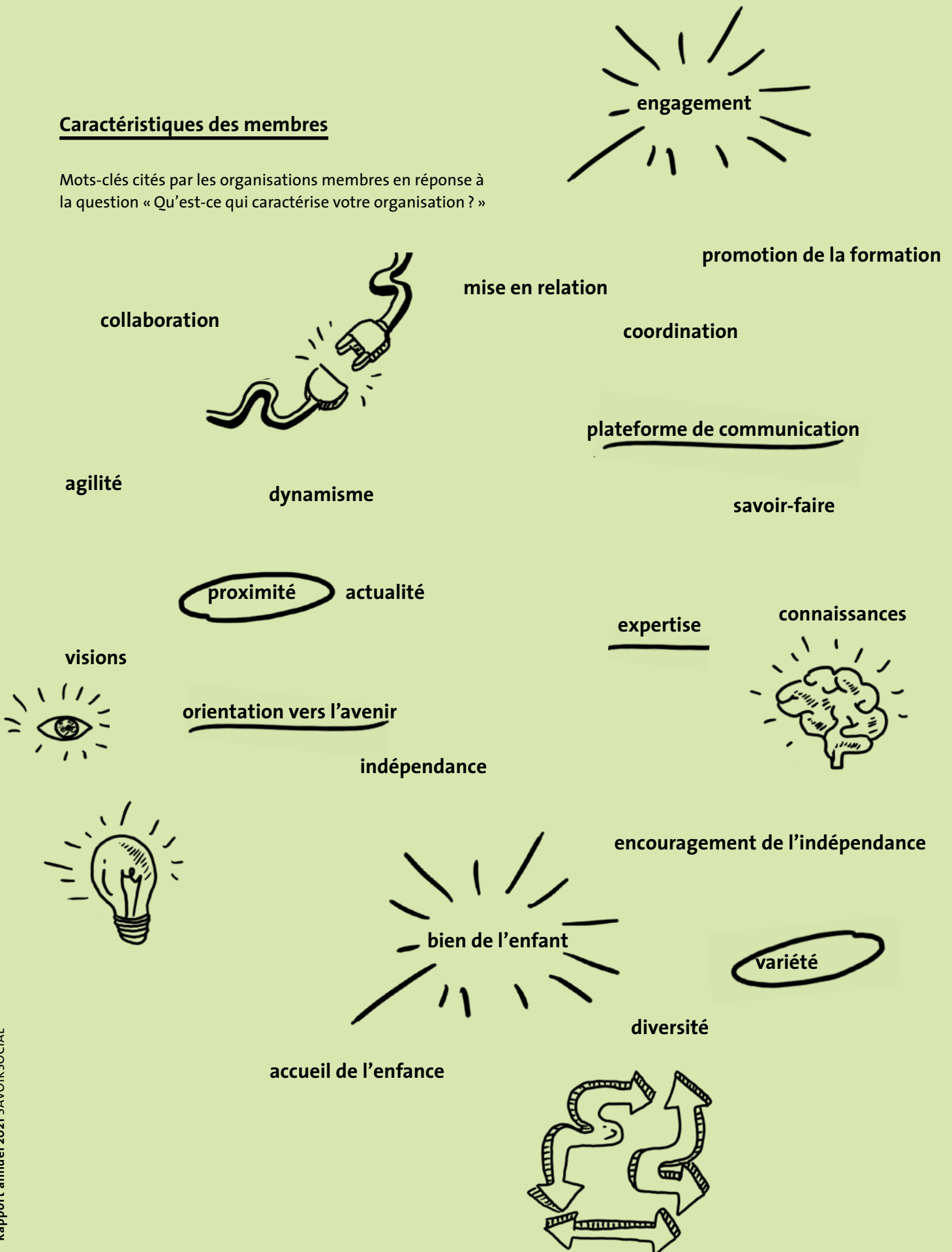
OrTra santé-social VD
 (à p. de 2021 : Espace santé-social Vaud)

- OrTra santé-social BE f
- OrTra santé-social JU

- OdA Gesundheit und Soziales SO SOdAS
- Zentralschweizer OdA Soziales ZODAS

Caractéristiques des membres

Mots-clés cités par les organisations membres en réponse à la question « Qu'est-ce qui caractérise votre organisation ? »

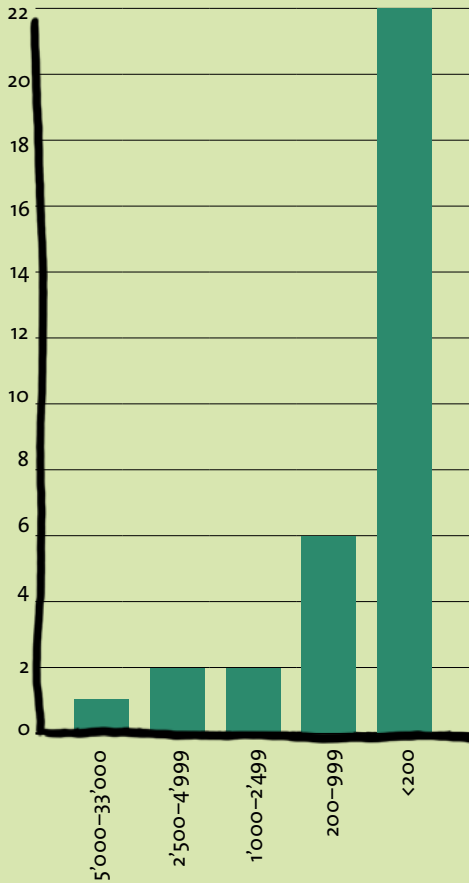




Structures d'affiliation variées

Nombre de membres des organisations membres

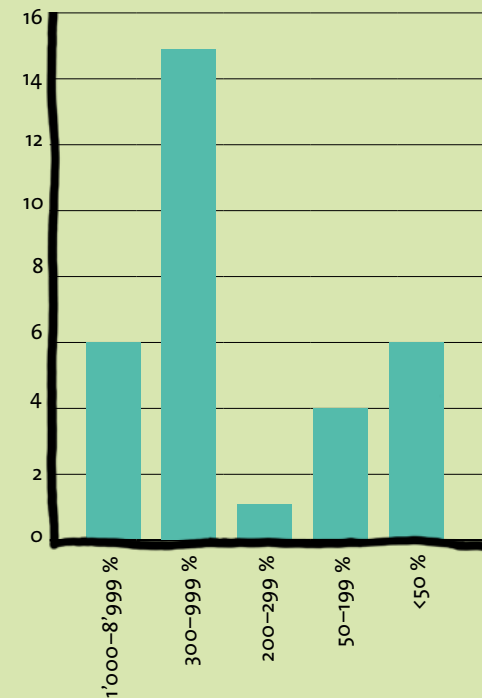
Le type de membres est très variable : certaines organisations comptent des personnes physiques parmi leurs membres, d'autres uniquement des personnes morales, d'autres encore une combinaison des deux.



Les ressources en personnel sont très disparates

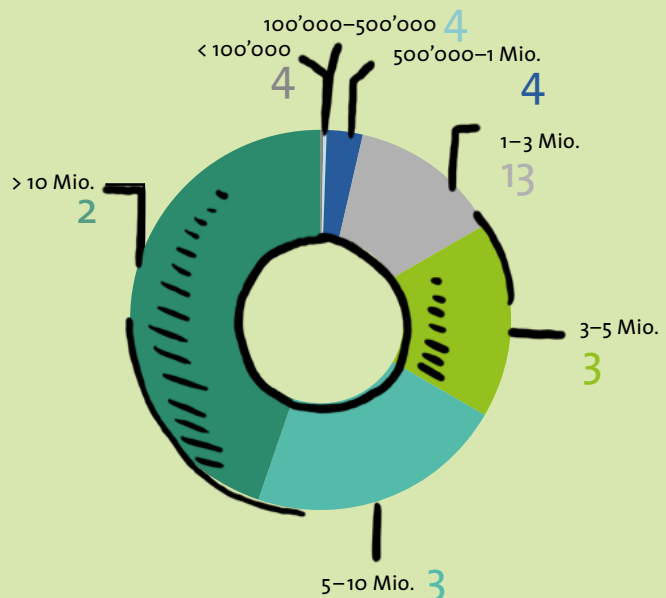
Pourcentages de postes des organisations membres

Remarque : ces chiffres ne tiennent pas compte des enseignant-e-s des CIE.



Le chiffre d'affaires total des organisations membres s'élève à environ 100 millions francs

Chiffres d'affaires annuels des organisations membres par taille



Mission : trouver un dénominateur commun

Martin Allemann, 38 ans, responsable du domaine Famille et société au secrétariat général de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS) depuis septembre 2021

Nous défendons les intérêts sociopolitiques des cantons vis-à-vis de la Confédération et de SAVOIRSOCIAL. Notre organe de décision suprême est l'Assemblée plénière, constituée des membres des gouvernements des 26 cantons en charge des départements des affaires sociales. Nos objectifs dans la formation professionnelle coïncident avec ceux de SAVOIRSOCIAL. Il s'agit entre autres de veiller à des offres de formation adaptées aux besoins, à un personnel qualifié suffisant dans la branche, à l'acceptation et au renforcement des métiers du social dans la société ainsi qu'à des conditions-cadres optimales pour l'exercice des professions. Nous sommes membres de SAVOIRSOCIAL depuis le début et avons beaucoup investi dans sa création et dans celle du fonds de formation professionnelle FONDSOCIAL. La réalisation des objectifs mentionnés exige une organisation proche du terrain.

Argumentation factuelle

La CDAS ne mène pas de projets propres dans le domaine de la formation professionnelle sociale. Nous agissons au niveau stratégique, politique et administratif. Nous attachons en particulier de l'importance à l'acquisition de connaissances aux fins de pilotage. C'est pourquoi nous nous sommes fortement mobilisés pour la réalisation de l'étude sur le personnel qualifié en 2016 et défendons aujourd'hui son actualisation. Le domaine social est très dynamique. Nous devons analyser régulièrement l'évolution des champs professionnels pour déterminer où des mesures sont nécessaires. Nous devons absolument pouvoir nous appuyer sur des données pour notre travail, parce que c'est le seul moyen de développer une argumentation factuelle.

Recommandations porteuses d'avenir

La CDAS travaille surtout au niveau du droit souple (soft law). Autrement dit, nous publions des recommandations, mais pas de directives ou de normes juridiquement contraignantes (à l'exception de la Convention intercantonale relative aux institutions sociales, CIIS). Pour le succès de



leur mise en application, nous devons trouver un dénominateur commun entre les cantons, mettre au point une position homogène. Prenons un exemple d'actualité : les recommandations sur la qualité et le financement de l'accueil parascolaire et extrafamilial, que nous élaborons en collaboration avec la Conférence des directrices et directeurs de l'instruction publique. La situation de départ dans les cantons est très différente, il y a un monde entre celle en Suisse centrale et celle à Genève. Il est d'autant plus important que les groupes de travail tiennent compte des différences culturelles et représentent toutes les régions. Nous voulons que nos recommandations soient porteuses d'avenir, pas qu'elles reflètent le statu quo.

Mon souhait pour la formation professionnelle dans le domaine social, s'il n'y avait pas de contraintes de temps, financières et politiques :

Valoriser les professions sociales ! Cela dépend beaucoup des ressources à disposition. De nombreuses personnes changent de voie parce qu'elles n'ont pas assez de temps à consacrer à leur cœur de métier : l'aspect humain de leur travail. Il faut améliorer les conditions-cadres et la rémunération !

Précurseur de la formation ASE Personnes âgées

Joëlle Rahim, 57 ans, à l'OrTra santé-social Berne francophone depuis 2010, directrice

Le canton de Berne compte trois OrTra, une situation particulière en Suisse. En parallèle de l'OdA Gesundheit Bern et de l'OdA Soziales Bern, nous sommes en charge du domaine de la santé et du social dans la partie francophone du canton et représentons donc la minorité. Quelque 250 apprenti-e-s suivent nos cours interentreprises (CIE) dans les professions d'aide en soins et accompagnement, d'assistant-e socio-éducatif/-ve (ASE) et d'assistant-e en soins et santé communautaire (ASSC).

Un important travail de sensibilisation

Nous attachons beaucoup d'importance à la qualité de la formation et à la reconnaissance de la formation d'ASE orientation personnes âgées (ASE PA). Elle est bien ancrée chez nous par rapport à d'autres cantons. Nous nous engageons en faveur d'une meilleure coordination des actes de soins et d'accompagnement dans les établissements médico-sociaux par la valorisation de l'animation. Lors des cours interentreprises, nous sensibilisons les apprentis ASSC et ASE en vue d'une meilleure compréhension de l'autre domaine. Nous effectuons également un travail d'information auprès des employeurs/-euses. Nous tenons aussi beaucoup à la reconnaissance des professions sociales en dehors du domaine personnes âgées : nous estimons que le travail social doit être mieux considéré. Il faut que les compétences professionnelles nécessaires pour l'exercer soient reconnues. Il convient ici d'éliminer les préjugés.

Un bon réseau

Être membre de l'organisation faïtière SAVOIR-SOCIAL est indispensable à nos yeux. Celle-ci fixe une ligne directrice pour la formation professionnelle, c'est important pour la branche. Nous avons de très bons échanges avec les autres OrTraS de Suisse latine, avec qui nous formons l'OrTra latine. Nous nous rencontrons trois fois par an pour des séances ordinaires, ainsi que pour l'assemblée générale. Nous cultivons nos contacts avec les OrTraS germanophones grâce à un siège au sein de la VOdAS, le pendant alémanique de l'OrTra latine. Une personne de l'OrTra latine participe toujours aux réunions de la VOdAS et nous en fait le compte rendu. La collaboration avec les autres



OrTra du canton de Berne est empreinte de respect. Nous poursuivons les mêmes objectifs, simplement avec des effectifs et des moyens différents. Il n'y a pas de rapports de force entre nous, nous œuvrons toujours dans un objectif d'égalité de l'offre au niveau cantonal : il arrive que ce soit la « petite » organisation qui ouvre la voie. Notre modèle de formation pour les ASE de l'orientation personnes âgées a par exemple été repris par la partie alémanique du canton.

Mon souhait pour la formation professionnelle dans le domaine social, s'il n'y avait pas de contraintes de temps, financières et politiques :

Une meilleure reconnaissance des responsables de la formation professionnelle dans les entreprises (FEE) et davantage d'heures rémunérées pour l'activité de formation ! Un grand nombre de ces responsables ressentent de la frustration par rapport au manque de temps à disposition pour former la relève.

Dans le canton de Berne, il existe une obligation de former dans le domaine de la santé. J'aimerais que ce soit aussi le cas dans le social. Les entreprises qui forment des apprenti-e-s seraient ainsi soutenues, y compris financièrement.

L'animation communautaire ES, une profession unique en son genre

Simon Hofstetter, 41 ans, chargé du secrétariat de la Conférence Diaconie Suisse (anciennement : Conférence du diaconat alémanique) depuis 2017

Nous entendons par diaconie sociale l'action sociale et communautaire au sein de la paroisse. Il s'agit de la deuxième plus grande charge ecclésiastique après les pasteurs. Les personnes actives dans la diaconie sociale ont une grande liberté de manœuvre, elles peuvent être au service d'un large éventail de groupes cibles : jeunes, chômeurs/-euses, personnes seules, seniors, migrant-e-s, etc. Cela dépend aussi des priorités de la paroisse, mais les diacres sociaux/-ales ont de nombreuses possibilités d'influence. Ils/elles sortent souvent dans l'espace social où ils/elles unissent leurs forces à d'autres. Pour offrir un accompagnement complet aux gens, il faut en effet impliquer d'autres acteurs et actrices en plus de ceux/celles de l'Église

Éviter la logique économique

Les offres de la diaconie sociale sont en général gratuites et ne sont pas limitées à un groupe confessionnel ou religieux. L'aspect économique n'entre presque pas en ligne de compte, comparé à d'autres champs professionnels du domaine social. Le principe est d'accorder aux gens le temps dont ils ont besoin. Il n'y a pas de règles telles qu'un nombre spécifique de dossiers à traiter pour un taux d'activité déterminé.

L'Église est un employeur important. Quelque 700 professionnel-le-s du social sont actuellement sous contrat dans les paroisses de Suisse alémanique. Le « bilinguisme » des métiers de la diaconie sociale est essentiel à nos yeux. Nous entendons par là que les professionnel-le-s doivent être en mesure de jouer deux partitions, d'une part sociale et d'autre part théologique. C'est pourquoi, en plus de leur formation dans le domaine social, ils/elles doivent acquérir une qualification théologique qui se situe entre un CAS et un MAS. L'animation communautaire ES constitue une exception : à Aarau, la formation diplômante Sozialdiakonie mit Gemeindegemeinschaft HF (diaconie sociale avec animation communautaire ES) allie les deux partitions. La profession est unique : c'est la première fois que le « gâteau ecclésiastique » comprend un



titre protégé par la Confédération pour un métier qui peut aussi être exercé en dehors de l'Église.

Élargir ses horizons

Diaconie Suisse fait partie de l'Église évangélique réformée de Suisse. Elle regroupe 17 Églises cantonales de Suisse alémanique. Son objectif est de veiller à ce que les standards de qualité de la formation en diaconie sociale restent à jour. C'est pourquoi nous tenons à être membres de SAVOIRSOCIAL et attachons beaucoup d'importance à son travail : l'association faïtière définit les standards du volet social de la qualification et vérifie régulièrement leur actualité. Nous suivons ces évolutions avec intérêt et apprécions les échanges qui sortent du cadre ecclésiastique.

Mes attentes à l'égard de SAVOIRSOCIAL, s'il n'y avait pas de contraintes de temps, financières et politiques :

Très modestes : une promotion de la relève couronnée de succès. Les paroisses publient de nombreuses offres d'emploi mais les candidat-e-s sont rares, surtout en zone rurale. Nous sommes reconnaissants que SAVOIRSOCIAL centralise la promotion de la relève et y participons d'autant plus volontiers que nous en sommes également tributaires.

Engagement bénévole en faveur d'une jeune profession

Claudia Klauser, 38 ans, accompagnatrice sociale avec brevet fédéral, à l'Association professionnelle suisse de l'accompagnement social depuis 2015, présidente depuis 2017

Daniela Zumsteg, 47 ans, accompagnatrice sociale avec brevet fédéral, présidente adjointe et responsable des relations publiques depuis 2019

L'examen professionnel d'accompagnateur/-trice social-e avec brevet fédéral existe depuis 2010. Cette profession est donc relativement jeune, et malheureusement encore assez mal établie, que ce soit au sein de la branche ou en dehors. Cela tient en partie au fait que les examens fédéraux sont globalement moins connus que les écoles supérieures ou les hautes écoles spécialisées. Le financement n'y est pas non plus étranger : les prestations des accompagnateurs/-trices ne sont pas prises en charge par la caisse-maladie, mais le plus souvent par l'APEA (Autorités de protection de l'enfant et de l'adulte), les services sociaux ou l'AI. Et notre profession reste trop peu connue, même de ces instances. C'est pourquoi beaucoup d'accompagnateurs sociaux et d'accompagnatrices sociales travaillent dans des institutions.

Accompagner à domicile

Le profil de la profession est clairement orienté vers le travail de proximité, l'accompagnement sur mandat des personnes à leur domicile. Le spectre d'activités est par conséquent très étendu : accompagnement à domicile, organisation du quotidien, soutien pour les tâches administratives, accompagnement en cas de crise et dans les services officiels ... La durée aussi est très variable : de deux semaines pour accompagner un déménagement par exemple, à deux ans. Nous sommes en priorité formé-e-s à des interventions de longue durée.

Mettre l'utilité en évidence

Notre association compte 190 membres. Les six personnes du comité travaillent bénévolement, aucune fonction n'est rémunérée. La constitution en réseau, à la fois entre nous et avec des parties prenantes externes, est très importante. Nous estimons que SAVOIRSOCIAL offre un grand potentiel dans ce domaine et voulons mettre davantage à profit cette valeur ajoutée de l'adhésion. Celle-ci



nous permet aussi de bénéficier de l'expertise de l'association faïtière en tant qu'organe coresponsable de l'examen professionnel.

Sur le plan stratégique, nous nous concentrons désormais plus sur l'acquisition de connaissances fondamentales. Nous avons besoin de données qui attestent de l'utilité de l'accompagnement social pour faire connaître notre profession aux autorités et en politique. Le brevet fédéral est un gage de qualité important, il nous aide à promouvoir notre métier auprès de mandant-e-s potentiel-le-s. Au fait, la profession peut constituer une évolution de carrière intéressante pour les ASE, surtout celles et ceux qui ne souhaitent pas faire des études et cherchent une formation généraliste. À l'heure actuelle, les personnes en reconversion sont majoritaires parmi nous.

Nos attentes, s'il n'y avait pas de contraintes de temps, financières et politiques :

Une bonne notoriété de l'accompagnement social, sa reconnaissance en tant qu'acteur important et une collaboration plus étroite entre les différent-e-s prestataires du domaine social. SAVOIRSOCIAL a un rôle à jouer à cet égard.

Formation professionnelle initiale

Les statistiques illustrent les nouveaux contrats d'apprentissage signés dans les années 2018 à 2020 pour les formations professionnelles initiales d'aide en soins et accompagnement AFP et d'assistant-e socio-éducatif/-ve CFC. Des [statistiques supplémentaires](https://www.savoirsocial.ch) sont disponibles sur le site [savoirsocial.ch](https://www.savoirsocial.ch).

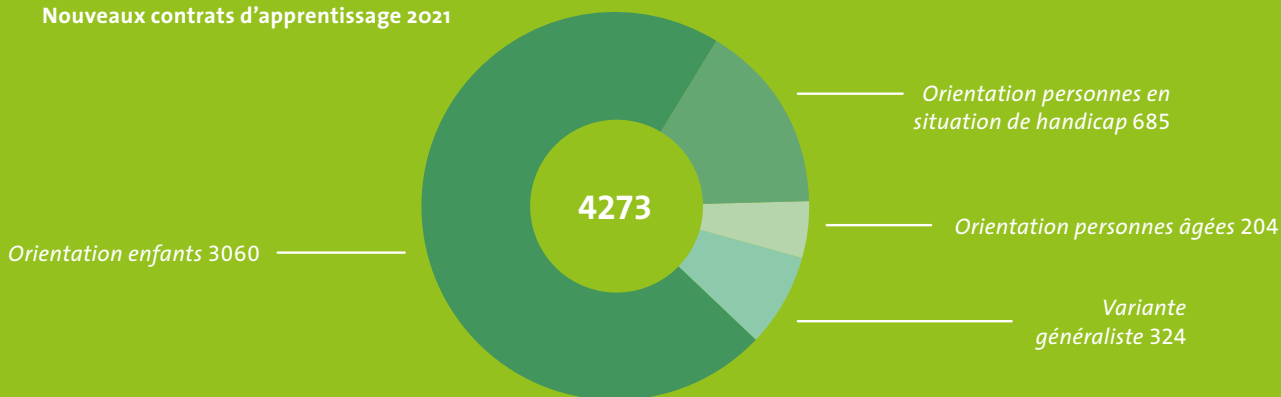
Aide en soins et accompagnement AFP

● = femmes ○ = hommes



Assistant-e socio-éducatif/-ve CFC

Nouveaux contrats d'apprentissage 2021



Nouveaux contrats d'apprentissage ASE selon le sexe

● = femmes ● = hommes

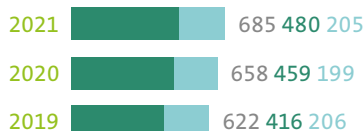
Toutes les orientations



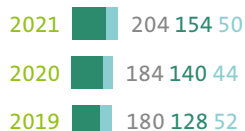
Orientation enfants



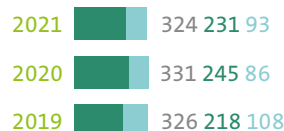
Orientation personnes en situation de handicap



Orientation personnes âgées



Variante généraliste

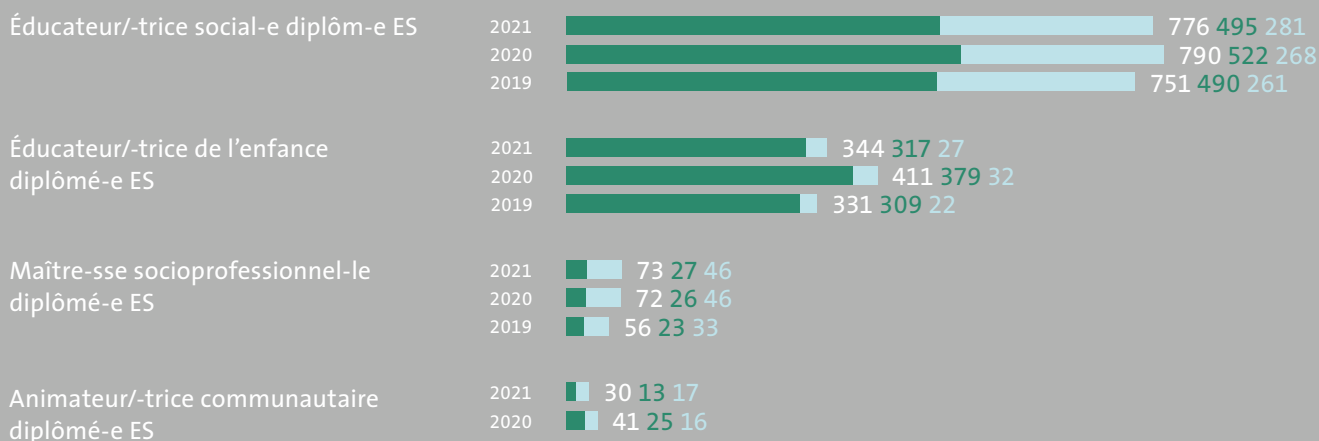


Formation professionnelle supérieure

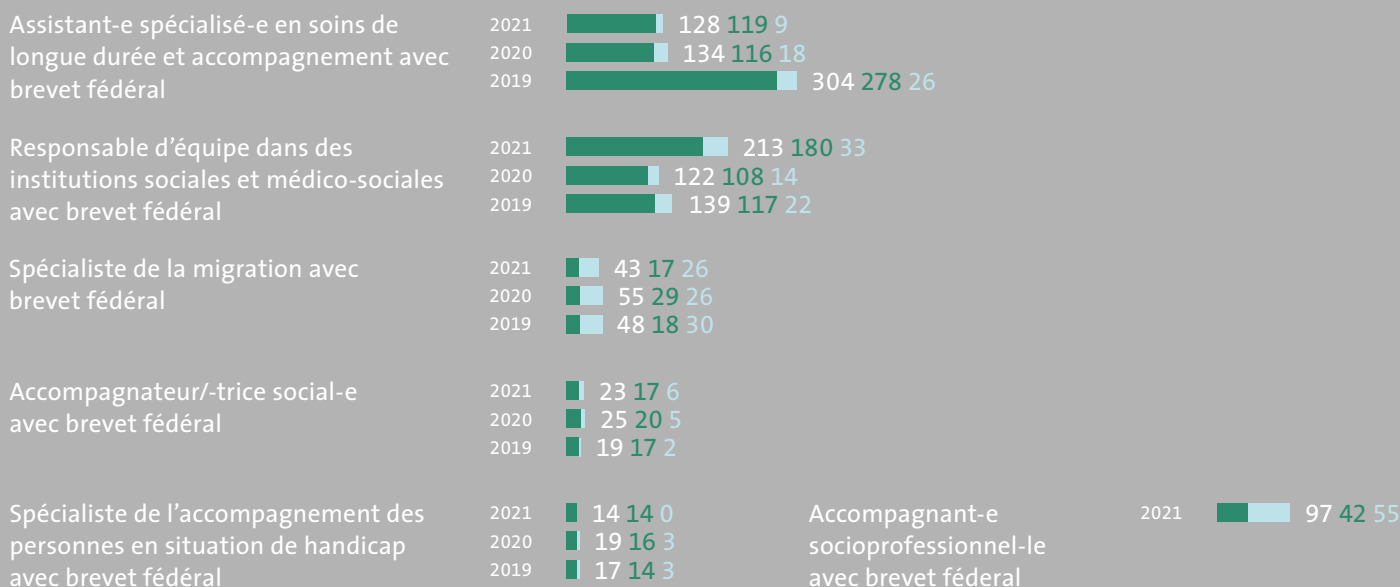
Les statistiques donnent une vue d'ensemble du nombre de diplômés dans la formation professionnelle supérieure du domaine social de 2019 à 2021.

Écoles supérieures

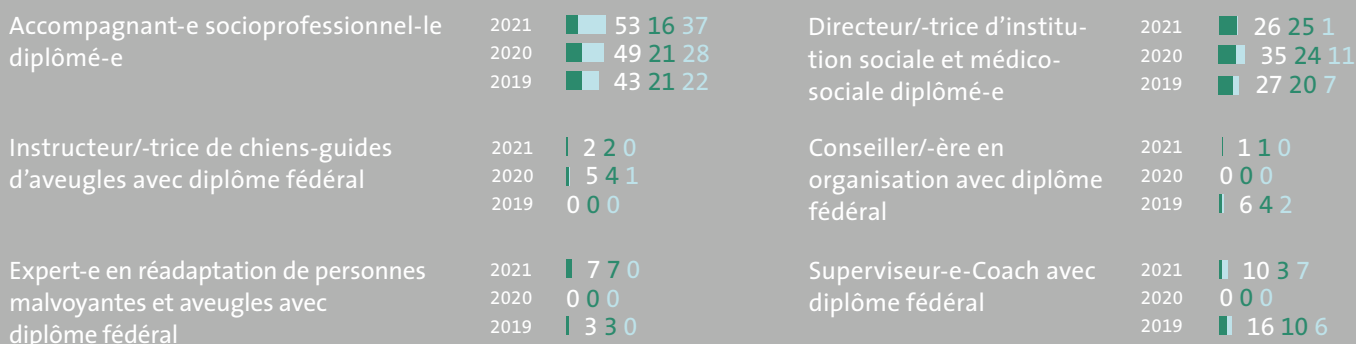
● = femmes ● = hommes



Examens professionnels



Examens professionnels supérieurs



Comptes annuels

Bilan

au 31 décembre	2021	2020
	Fr.	Fr.
Actifs		
Caisse	-	-
PC 85-227007-8	575'325	173'860
PC 85-710918-4	126'081	125'525
Liquidités	701'405	299'385
Débiteurs fournisseurs/prestations	23'252	63'996
Autres débiteurs (Caution salle d'archives)	500	500
BAS Compte consignation loyer	5'028	5'028
Taxe sur la valeur ajoutée	4'256	876
Comptes de régularisation d'actifs	8'127	42'900
Débiteurs	41'163	113'299
Stock marchandises	16'720	14'755
Stock flyers, brochures	5'614	7'903
Stocks	22'334	22'657
Actifs circulants	764'903	435'341
Prêt Organe responsable		
Examen professionnel supérieurs de conseillers	1	17'500
Examen professionnel spécialiste accomp. PEH	32'500	40'000
Examen professionnel intégration socioprof.	20'000	20'000
Mobilier et installations	1	1'000
Matériel informatique	4'000	2'500
Actifs immobilisés	56'502	81'000
Total Actifs	821'405	516'341
Passifs		
Montants dus fournisseurs/prestations	21'071	59'123
Comptes de régularisations de passifs	9'117	30'461
Réserves service projet (a,b,c,d,e)	232'972	-
Réserves production classeur	25'000	25'000
Capitaux étrangers	288'160	114'584
Capital de l'association	401'757	523'792
Résultat annuel	131'488	-122'035
Capital propre	533'245	401'757
Total Passifs	821'405	516'341

Olten, le 7 mars 2022

Les comptes et le bilan 2021 ont été révisés et approuvés par HTO Treuhand AG, Olten, selon le rapport de révision du 07.03.2022.

Compte de résultat

1 ^{er} janvier au 31 décembre	Budget 2021	2021	2020
	Fr.	Fr.	Fr.
Recettes			
Contributions FONDS SOCIAL		856'824	855'840
Changement réserves FONDS SOCIAL		-232'972	-
Cotisations membres		22'800	21'600
Manuel de formation ASE		173'903	155'752
Recettes flyers		-	11'873
Recettes diverses		15'044	-
Recettes de projets (La-Lf)		172'512	93'055
Recettes d'exploitation		1'008'111	1'138'120
Pertes sur créances		-	-
Recette nettes d'exploitation		1'008'111	1'138'120
Total Recettes	1'122'200	1'008'111	1'138'120
Dépenses			
Production/distribution manuel de form. ASE		56'562	65'049
+/- Evolution du stock		323	3'548
Frais directe de marchandises et de prestations	45'000	56'884	68'597
Développement du système de formation/Entretien		1'758	18'942
Bases de formation		14'181	118'611
Soutien		20'495	295'096
Procédure de qualification		52'518	45'152
Promotion de la relève		33'829	100'416
Administration		26'685	17'489
Dépenses diverses		6'220	-
Dépenses de projets	329'400	155'685	595'705
Salaires		446'708	432'273
Assurances sociales		78'597	75'900
Frais de voyages et repas		10'376	10'497
Autres dépenses de personnel		6'533	4'350
Dépenses de personnel	568'000	542'214	523'020
Coûts des locaux (y c. énergie)		31'054	31'134
Entretien et réparations (général)		1'481	1'246
Assurances choses		602	639
Frais d'administration		47'039	41'054
Dépenses de publicité		15'815	42'367
Autres dépenses		5'156	7'579
Autres charges d'exploitation	83'200	101'147	124'019
Amortissements	2'800	3'538	3'500
Produit financiers (+)		-	-
Résultat exceptionnel (- / +)		-17'154	- 9'185
Total Dépenses	1'028'400	876'623	1'324'026
Resultat d'exploitation avant changement de réserves		131'488	- 185'907
Attribution réserves contributions FONDS SOCIAL		-	-
+ Dissolution réserves contributions FONDS SOCIAL		-	63'872
Changements de réserves		-	63'872
Résultat annuel	93'800	131'488	- 122'035

Annexe sur les comptes annuels (Extrait)

Formulé par le service indépendant de vérification des comptes

1 Informations sur les principes appliqués pour les comptes annuels

Les présents comptes annuels ont été établis dans le respect de la législation suisse, en particulier des articles sur la comptabilité commerciale de l'établissement et la présentation des comptes du Code des obligations (art. 957 à 962).

Afin de permettre une meilleure lisibilité, nous avons renoncé à présenter dans l'annexe les positions non pertinentes et non applicables.

2 Informations, répartition et explications sur des postes du bilan et du compte de résultat

La correction de valeur du poste « Prêt Organe responsable EPS de conseillers » est comptabilisée dans le poste « Résultat exceptionnel » (charges exceptionnelles).

Événements importants survenus après la date du bilan

aucun

Engagements conditionnel

SAVOIRSOCIAL participe aux sociétés simples suivantes :

Organe responsable Examen professionnel supérieur pour personnes actives dans le conseil avec :

- bso Berufsverband für Coaching, Supervision und Organisationsberatung
- SCA Swiss Coaching Association
- ASC Association suisse des cadres

Début de l'activité de l'organe responsable : janvier 2015

Organe responsable Examen professionnel d'assistant-e spécialisé-e en soins de longue durée et accompagnement avec :

- OdASanté organisation nationale faïtière du monde du travail en santé
- FSAS association faïtière des organisations professionnelles de la santé

Début de l'activité de l'organe responsable : septembre 2015

Organe responsable Examen professionnel de spécialiste l'accompagnement des personnes en situation de handicap avec :

- Agogis. Professions sociales. Pratique.
- CURAVIVA Association des homes et institutions sociales suisses
- insieme Fédération suisse des associations de parents de handicapés mentaux
- INSOS Association de branche nationale des institutions pour personnes avec handicap

Début de l'activité de l'organe responsable : mars 2017

Organe responsable Examen professionnel d'accompagnement social avec :

- INSOS Association de branche nationale des institutions pour personnes avec handicap
- Association professionnelle suisse de l'accompagnement social
- CURAVIVA Association des homes et institutions sociales suisses

Début de l'activité de l'organe responsable : mai 2017

Organe responsable Examen professionnel Spécialiste de la migration avec :

- Migrationplus Association professionnelle migration et intégration
- Caritas Suisse
- Croix-Rouge Suisse
- Insertion Suisse Association faïtière de l'insertion sociale et professionnelle

Début de l'activité de l'organe responsable : septembre 2018

Organe responsable Examen professionnel d'assistant-e spécialisée en soins psychiatriques et psychiatriques et accompagnement avec :

- OdASanté organisation nationale faïtière du monde du travail en santé

Début de l'activité de l'organe responsable : février 2019

Organe responsable Examen professionnel supérieur de consultant-e petite enfance avec :

- OdASanté organisation nationale faïtière du monde du travail en santé
- Association Suisse des consultations parents-enfants

Début de l'activité de l'organe responsable : mars 2021

Selon les conventions, chaque organisation doit en principe supporter sa part des coûts. En revanche, il existe une responsabilité solidaire pour les engagements des organes responsables.

Impressum

Publié par

SAVOIRSOCIAL
Amthausquai 21
4600 Olten

info@savoirsocial.ch
T 062 205 60 10

www.savoirsocial.ch

Graphisme : art.l.schock GmbH
Hornbachstrasse 23, 8008 Zürich